

Le 'cheval de Troie' et l'Enseignement moral et civique en Angleterre

Dr Julia Ipgrave
Warwick Religions and Education Research Unit
(WRERU, University of Warwick),
Université de Roehampton *

1. Le contexte

Le terrain

L'enseignement moral et civique est actuellement un sujet de débat public en Angleterre¹, un objet d'attention et de controverse chez les politiciens, dans les médias ainsi que parmi les éducateurs. La controverse porte sur l'obligation faite par le gouvernement aux écoles d'encourager les 'valeurs britanniques' afin de préparer les jeunes à 'la vie dans une Grande-Bretagne moderne', et sur le régime d'inspection rigoureux utilisé pour s'assurer qu'elles répondent à cette demande.

Avant de parler de la controverse actuelle, je vais la replacer dans son contexte. Tout d'abord, il faut dire un mot à propos de la culture britannique. La sociologue des religions Grace Davie contraste fréquemment les principes de la France avec le pragmatisme britannique. Il est possible d'exagérer les différences, mais la constitution non écrite, évolutive du Royaume-Uni, la tradition de la *common law* plutôt que la tradition de droit civil, font partie d'une culture qui résiste de haut en bas aux tentatives de codification. La réponse britannique à la diversité croissante de la société, qui tend plus vers l'accommodement des différences culturelles que vers leur intégration en un seul récit national, fait également partie de ce pragmatisme.

Deuxièmement, il faut expliquer brièvement les dispositions en vigueur dans le système d'éducation anglais en ce qui concerne l'enseignement moral et civique. Dans les premiers temps de l'éducation universelle, on supposait que les écoles transmettaient des valeurs chrétiennes traditionnelles à leurs élèves. Comme la validité d'une telle supposition est devenue moins évidente dans une société pluraliste et séculière, on a exigé des écoles qu'elles encouragent le développement social, moral, spirituel et culturel des élèves. Bien que l'éducation religieuse y ait eu un rôle spécifique, l'intention était d'encourager ces domaines du développement à travers le curriculum scolaire. D'autres programmes éducatifs ont été mis en place pour soutenir

* Ce texte a été rédigé en décembre 2014.

¹ On parle de 'valeurs britannique' et de la 'Grande-Bretagne moderne' mais les systèmes d'éducation des différentes nations du Royaume-Uni ont différents degrés de séparation. L'éducation en Ecosse est entièrement distincte. Ici, je parle de l'éducation anglaise uniquement.

ces objectifs. En 2000 a été introduit un enseignement appelé Éducation personnelle, sociale et à la santé (Personal, Social and Health Education - PSHE). Le sujet des cours de PSHE est la santé et le bien-être, les relations interpersonnelles, et la vie dans le monde social en général ; dans les cours, on discute sur l'alcool et les drogues, sur le harcèlement, la sexualité, les relations familiales, les droits humains, etc. En 2002, le cours sur la citoyenneté est devenu une discipline statutaire pour les élèves de 11 à 16 ans. Le contenu de ce cours de citoyenneté inclut la politique, les institutions (parlement, gouvernement), la question des droits de l'homme, les médias. L'objectif de cette discipline, c'est d'encourager le développement des compétences pour la démocratie telles que la recherche, la discussion, le débat, la pensée critique. En 2007, une évaluation officielle de l'éducation à la citoyenneté a estimé qu'elle était inégale et que le concept de 'Britishness' était faible. Sir Keith Ajegbo, qui a effectué cette évaluation, a déclaré que les écoles devraient faire plus pour renforcer le programme de citoyenneté afin que les élèves apprennent plus explicitement pourquoi les valeurs britanniques de tolérance et de respect prévalent dans la société, et la façon dont leurs identités nationales, régionales, religieuses et ethniques se sont développées avec le temps (Ajegbo, 2007).

Le 'Trojan Horse' et la sécurisation de l'enseignement moral et civique

Dans la période récente, on a constaté un changement d'orientation. La question de l'enseignement moral et civique s'est empêtrée dans des questions de sécurité nationale. Des développements nouveaux ont été forcement influencés par un désir de préserver les jeunes de l'extrémisme et ainsi (selon cette manière de penser) de préserver la société des jeunes radicalisés. Les valeurs britanniques ne sont pas simplement des guides positifs pour favoriser une société harmonieuse, mais elles sont devenues des choses menacées qui doivent être protégées. Incluse dans les nouvelles normes officielles instituées en 2012 se trouve la prescription que les enseignants ne devraient rien faire pour saper les valeurs britanniques fondamentales. Ces valeurs sont tirées de 'Prevent 2011', la stratégie antiterroriste, document émanant du Home Office (le ministère de l'Intérieur) ; il s'agit de 'la démocratie, la suprématie du droit, la liberté individuelle, le respect mutuel et la tolérance des religions et des croyances différentes'.

La controverse actuelle a commencé avec la découverte d'une lettre (mai 2014) qui prétendait qu'il existait un complot islamiste extrémiste pour prendre en charge quelques écoles publiques de Birmingham, écoles qui avaient des populations scolaires à majorité musulmane. C'était l'affaire dite du 'Trojan Horse' ('Cheval de Troie'). La lettre s'est avérée être un trucage, mais le gouvernement a demandé à un

agent du contreterrorisme d'enquêter et de faire un rapport au Parlement sur ces écoles (Clark, 2014). Il y avait évidemment des problèmes de gouvernance dans certaines de ces écoles, mais on n'a trouvé aucune preuve d'un complot extrémiste. Néanmoins, le rapport d'enquête a soulevé des préoccupations à l'égard de quelques pratiques dans les écoles – la séparation des filles et des garçons dans certains cours, l'absence d'enseignement sur l'homosexualité dans le PSHE, l'importance accordée à l'islam dans le curriculum et dans la vie scolaire, trop peu d'attention accordée à d'autres religions, etc. Le rapport, les déclarations politiques et les documents qui ont suivi montrent une certaine confusion ; le conservatisme religieux est confondu avec l'extrémisme et les deux sont considérés comme les premiers pas sur une trajectoire débouchant sur la radicalisation et le terrorisme.

La réponse du gouvernement a été de renforcer la norme SMSC [Social, Moral, Spiritual and Cultural dimensions] en sorte que les valeurs britanniques doivent être activement promues dans les écoles. Elle a réaffirmé les valeurs de la démocratie, de la suprématie du droit, du respect, de la tolérance pour les personnes appartenant à d'autres religions et croyances, et a mis un accent nouveau sur d'autres formes de diversité (par exemple le genre, l'orientation sexuelle) protégées par la loi sur l'égalité de 2010. La réponse a également entraîné le renforcement de la capacité d'intervenir rapidement dans les écoles (qu'elles soient indépendantes, publiques, confessionnelles, non-confessionnelles). L'organisme officiel d'inspection de l'éducation, l'Ofsted, a agi rapidement dans des écoles à travers le pays et les pages des journaux locaux et nationaux se sont retrouvées pleines d'exemples d'écoles (y compris des écoles auparavant jugées très favorablement) qui ont été déclassées, déclarées en échec, mises sous 'mesures spéciales', voire menacées de fermeture, pour ne pas être assez actives dans la promotion de ces valeurs britanniques et la lutte contre l'extrémisme.

La sécurisation de l'éducation morale et civique a été accueillie avec inquiétude par plusieurs éducateurs et autres commentateurs. Dans la réponse officielle de la Church of England à la plus récente déclaration du gouvernement sur les valeurs, Nigel Genders, le Directeur à l'éducation [de l'Église] a exprimé son inquiétude qu'une définition étroite de valeurs britanniques soit utilisée comme un test pour savoir si les gens sont loyaux ou présentent un risque pour la sécurité.

2.La réflexion sur des questions fondamentales

Des voix critiques s'expriment en disant que les craintes du gouvernement ont été traduites en action sans réflexion sérieuse sur la nature de la société que ces actions sont censés protéger. Le gouvernement exige la promotion des valeurs

britanniques dans les écoles pour préparer les jeunes à la vie dans une 'Grande-Bretagne moderne'. Dans la suite de cette communication, je voudrais proposer trois domaines de réflexion : quelles sont les valeurs dans une société diversifiée ? A qui appartiennent les écoles ? Qu'est-ce que c'est qu'une 'Grande-Bretagne moderne' ?

Les valeurs dans une société diversifiée

La question 'quelles sont les valeurs dans une société multiculturelle ?' n'est pas une question nouvelle en Grande-Bretagne. Elle était au centre du débat lors de 'la belle époque' du multiculturalisme britannique, les années 80 et 90 – comment pouvons-nous parvenir à l'unité dans la diversité et quel est son fondement moral ?

Un rapport influent de 2000, le rapport Parekh sur l'avenir de la Grande-Bretagne multi-ethnique², parlait d'une combinaison des 'valeurs communes' dont la société britannique a besoin pour tenir ensemble, et de l'importance de reconnaître en plus la 'variété de traditions morales' et la 'gamme de valeurs' auxquelles souscrivent ses citoyens. Parekh avait proposé deux ensembles de valeurs que tous pouvaient partager :

a) *Les valeurs procédurales* qui fournissent les conditions de base pour le dialogue démocratique telles que le respect mutuel, la volonté d'écouter et d'être ouverts arguments des autres, l'aspiration à la résolution pacifique des différends.

b) *Les valeurs substantives* qui étayent toute conception durable de la 'vie bonne', y compris la valeur égale de tous les êtres humains, l'égalité des chances, les droits de l'homme.

En outre, le rapport a mis en avant qu'il existe un certain nombre d'autres valeurs, particulières à des groupes culturels et religieux, et qui ne sont donc pas d'application générale à la société. Pour lui, il était important que les individus et les communautés soient libres de mener une existence qu'ils se sont choisie – ils peuvent être en désaccord profond sur les règles intrafamiliales, sur les relations entre les générations et les sexes, ou sur la vérité des doctrines religieuses (Parekh p.53-54). On est là dans le cadre d'une approche pragmatique.

Les 'valeurs britanniques' qui apparaissent dans les documents politiques (le respect mutuel, la liberté, l'égalité) pourraient être considérées comme les valeurs fondamentales d'une démocratie, mais les événements récents soulèvent deux questions (au moins) ; tout d'abord, est-ce que les actions du gouvernement au lendemain de l'affaire du 'Trojan Horse' reflètent les valeurs procédurales de la démocratie. La consultation a été menée de façon précipitée, de plus pendant les

² *The Future of Multi-Ethnic Britain. The Parekh Report*, Runnymede Trust, Profile Book, 2000.

vacances d'été, et (ce qu'a souligné l'Église anglicane dans sa réponse) en assumant le pouvoir de décider ce qui est un comportement raisonnable et ce qui est déraisonnable, le ministre de l'Intérieur s'est emparé de très larges pouvoirs pour lui-même et a refermé le débat public. Deuxièmement, bien que les valeurs énoncées dans les documents officiels soient fondamentales, on se demande si l'interprétation de ces valeurs mise en œuvre dans l'action de l'Ofsted ne dévie pas des valeurs substantives vers une interférence avec des valeurs particulières pour lesquelles il devrait y avoir une certaine liberté de choix ou de négociation pour les communautés différentes qui composent la société diversifiée de la Grande-Bretagne. C'est la question posée par la National Association of Jewish Orthodox Schools (NAJOS) dans sa réponse aux inspections récentes des écoles juives. Elle prétend que les écoles juives se sentent intimidées par le régime d'inspection et que leur ethos spécifique est compromis. La position de l'association est claire : « Le multiculturalisme ne consiste pas à se conformer à un standard, mais à célébrer les différences de points de vue, et tant qu'ils sont fondés sur la tolérance et le respect mutuel, ils devraient être respectés et protégés »³.

À qui appartiennent les écoles ?

Poser la question 'à qui appartiennent les écoles ?' ouvre une autre perspective. Au nom de qui agissent les enseignants et les directeurs des écoles ? Envers qui sont-ils responsables ? Est-ce qu'ils agissent au nom des parents – *in loco parentis* – ou est-ce qu'ils agissent au nom de l'État – *in loco civitatis* ? Une continuité de l'enseignement scolaire avec l'intérêt des parents (en tant que premiers éducateurs) dans la formation de l'école de leurs enfants est prévue dans la Convention européenne des Droits de l'Homme (1^{er} Protocole 2)⁴ – le droit des parents d'assurer que l'éducation de leurs enfants soit conforme à leurs propres convictions religieuses et philosophiques – et dans la loi anglaise – l'Education Act de 1944 a déclaré que les enfants doivent être instruits conformément aux souhaits de leurs parents.

Dans les écoles anglaises, l'éducation multiculturelle des années 80 et 90 a encouragé quelque continuité avec la culture d'origine des enfants afin qu'ils ne souffrent pas des effets déstabilisateurs d'une rupture entre la maison et l'expérience de l'école ; il est encore courant dans les écoles anglaises de faire des adaptations aux besoins culturels et religieux de leurs élèves en consultation avec les parents et ceux

³ *Jewish News*, Oct 2014.

⁴ Protocole additionnel à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, article 2 (1952), texte en ligne à <<http://conventions.coe.int/Treaty/FR/Treaties/Html/009.htm>> (dernier accès le 24/12/2014).

qui les représentent – y compris les parents élus siégeant au conseil de l'école. Les accommodements comprennent fréquemment les codes, le costume religieux (par exemple permettre aux filles musulmanes de porter le foulard), les lois religieuses alimentaires observées à la cantine, les heures de prière, les congés pour les fêtes religieuses, la séparation des filles et garçons dans les cours de sport. Ces dispositions sont mises en œuvre dans les écoles publiques. Le nombre important des écoles d'Église et des écoles confessionnelles et la croissance des écoles 'libres' (financées par le gouvernement) correspondent au principe *in loco parentis* plutôt qu'au contrôle centralisé de l'État. Parfois, comme avec certaines des écoles de Birmingham, cette influence parentale peut dévier et être manipulée par de petits groupes au sein de la communauté.

La deuxième attribution de la responsabilité, *in loco civitatis*, a des racines dans la pensée d'Aristote et Platon – que les écoles sont tenues d'inculquer aux jeunes des avis corrects, pour son propre compte (les aider à s'adapter à la société) et pour le bien de la société (la formation de bons citoyens). Cette interprétation du rôle de l'éducateur est étroitement liée à la promotion actuelle de 'valeurs britanniques' où le bien ultime qu'on cherche est le bien de la société.

On peut dire que les enseignants et les écoles ont une double responsabilité envers les parents *et* envers l'État. Une telle double orientation fonctionne bien lorsque le genre de personne que veut l'État pour ses citoyens et le genre de personne que les parents veulent que leurs enfants deviennent sont identiques, et lorsqu'il y a une convergence entre les institutions qui composent la société – la famille, les écoles, les institutions religieuses. Mais la société britannique est de plus en plus diversifiée, à la fois sur un plan religieux et séculier ; on constate dès lors une divergence croissante. Les objectifs de l'État pour l'éducation des citoyens de demain peuvent différer de ceux de ces parents ou communautés dont le but pour leurs enfants est qu'ils mènent une vie qui est agréable à Dieu et en référence à Lui. La vision de ce qui est agréable à Dieu (questions de la modestie, de la sexualité, des relations familiales) peut différer des valeurs qui sont acceptables où désirables dans le discours dominant de la société. Le gouvernement a reconnu que les objectifs qu'il poursuit peuvent être en conflit avec ceux des parents lorsque le ministère de l'Éducation a affirmé qu'il faut discuter avec les élèves, les enseignants et les parents qui expriment des opinions contraires aux valeurs britanniques fondamentales.

La Grande-Bretagne moderne

Enfin on arrive à la question de ce qu'est une 'Grande-Bretagne moderne'. C'est un terme qui a été fréquemment utilisé pour donner une justification aux actions

du gouvernement et de l'Ofsted : 'All schools must prepare pupils for life in modern Britain'. Il s'agit là d'une interprétation '*in loco civitatis*' du rôle des écoles.

Il faut être attentif aux différentes significations possibles de l'expression 'Grande-Bretagne moderne': est-ce que le terme est descriptif – la Grande-Bretagne telle qu'elle est aujourd'hui – où est-il idéologique – la Grande-Bretagne telle qu'on aimerait qu'elle soit ? Si on comprend le terme dans un sens descriptif, tous ceux qui habitent ces îles sont aussi modernes que les autres. La communauté hassidique croissante du nord de Londres est aussi moderne que le sont les couples homosexuels qui ont célébré leur mariage cette année ; les jeunes mères portant leur niqab qui viennent prendre leurs enfants à l'école sur Whitechapel Road sont aussi modernes que les filles sortant des boîtes de nuit à Shoreditch quelques heures plus tard. La Grande-Bretagne d'aujourd'hui est extrêmement diversifiée – on pourrait parler de modernités multiples. Un des objectifs déclarés de la politique éducative du gouvernement est de préparer les jeunes à la diversité en inculquant des attitudes de respect et de tolérance. Cependant, on rencontre l'idée que les actions et les paroles de ceux qui détiennent le pouvoir ne témoignent pas de tolérance impartiale envers les différentes modernités qui composent la Grande-Bretagne moderne.

Si le terme 'la Grande-Bretagne moderne' était utilisé au sens descriptif, il devrait également comprendre les problèmes de la société britannique d'aujourd'hui, les inégalités de richesse, le nombre d'enfants qui vivent dans la pauvreté, les scandales récents à propos du manque de soin des personnes âgées. Parfois, il semble qu'en mettant l'accent moral et civique sur les questions de la diversité de religion, d'origine ethnique, de sexe et de la sexualité, on ignore la division considérable entre la pauvreté et la richesse. La reconnaissance de cette fracture et de ces injustices appelle à une extension des valeurs qu'on enseigne à l'école. Cette pensée a nourri la réponse de la Church of England qui parle des valeurs comme 'aimer notre voisin', du bien commun, de l'importance de la dissidence (en face de l'injustice).

Quand on utilise le terme 'Grande-Bretagne moderne' au sens idéologique, il possède une autre signification pour l'enseignement moral et civique. Il est parfois utilisé de telle sorte que 'moderne' prend le sens de 'progressiste' – la Grande-Bretagne va de l'avant dans une direction particulière, et les communautés minoritaires et les communautés de foi devraient monter à bord ou être laissées en arrière. Cette idée va contre le principe d'une pluralité d'idéologies, de valeurs et de modes de vie autorisés à exister en Grande-Bretagne sans qu'un ne soit favorisé comme 'moderne' et les autres rejetés comme 'régressifs'. Lorsque les inspecteurs de l'Ofsted ont demandé à des étudiantes strictement orthodoxes dans une des écoles juives si elles ont des petits amis, ou si elles savent que des hommes peuvent se marier avec des hommes et des femmes avec des femmes, et lorsque les inspecteurs ont

exprimé leur inquiétude quand quelques garçons musulmans leur ont dit que le rôle de la mère dans leur famille était de faire la cuisine, s'occuper des enfants, prier, et les aider à faire leurs devoirs scolaires, ils se mêlaient de valeurs (les relations entre les sexes, les structures familiales) qui, selon Parekh, devraient être du libre choix des individus et des communautés.

Bien que ces trois questions se posent dans un contexte très britannique, elles pourraient être d'intérêt pour des discussions et des débats plus généraux sur le rôle de l'école dans le développement moral de leurs élèves et la formation des citoyens.